Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2014-249** **02/04/2014**

Date de mise en application : 03/04/2014
Diffusion : Tout public

Date limite de mise en œuvre : 03/04/2014
Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 8

Objet : NS mobilité hebdomadaire

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du «2ème cercle» ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence pour le Développement de la Coopération Internationale dans les domaines de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Espaces Ruraux (ADECIA) :

1 poste de chef(fe) de projet, expert en classification des vins (catégorie A ou A+) à CHISINAU (République de Moldavie).

Agence des aires marines protégées :

1 poste de directeur(rice)-délégué(e) du parc naturel marin du golfe du Lion (Catégorie A /A+ ou agent contractuel) à PORT-VENDRES (66).

GIP Agence BIO :

1 poste de chargé(e) de mission "structuration des filières" (Catégorie A) à MONTREUIL (93).

Institut National de l'Information Géographique et Forestière (IGN) :

1 poste de chef(fe) de service du personnel (Direction des Ressources Humaines) (catégorie A ou agent contractuel) à SAINT-MANDE (94).

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-Mer (ODEADOM) :

1 poste de chef(fe) du service "contrôles" (catégorie A ou A+) à MONTREUIL (93).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste de géomaticien(ne) (catégorie A) à MARLY (57).

Parc National Le Mercantour :

1 poste de chargé(e) de mission patrimoine culturel (catégorie A ou agent contractuel) à NICE (06).

Représentation Permanente de la France auprès de l'Union Européenne :

1 poste de délégué(e) adjoint(e) pour les affaires agricoles chargé des questions vétérinaires, phytosanitaires et alimentaires (catégorie A ou A+) à BRUXELLES (Belgique).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Assistance Technique France

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Adecia

Catégorie A / A+
Un chef de projet, expert en classification des vins
à Chisinau (République de Moldavie)
Début de mission estimée : Juillet 2014

Missions de la structure	En partenariat avec un bureau d'études, ADECIA a été shortlisté pour un marché d'assistance technique de 24 mois en République de Moldavie, intitulé **« Technical assistance to support the Project Implementation Unit (PIU) for the "Filière du Vin" operation, and the beneficiary Small and Medium-sized Enterprises (SMEs)".** Le consortium doit notamment proposer un(e) chef de projet résidant en Moldavie pour coordonner le projet.	
Objectifs du poste	L'objectif global de cette assistance technique porte sur la rénovation et la modernisation du secteur vinicole moldave dans l'ensemble de la filière du vin. Il vise particulièrement la production de crus de qualité, tels que des vins « d'appellation d'origine protégée » (AOP) ou « d'indication géographique protégée » (IGP). Les vins de table et de catégories inférieures seraient spécifiquement exclus, tout comme l'élargissement des zones de culture. Le vin représente environ 30 % des exportations moldaves et le secteur emploie approximativement 15 % de la population active du pays. Par conséquent, l'industrie vinicole est extrêmement importante sur le plan socio-économique. Toutefois, la répartition actuelle par pays révèle que les exportations sont dominées par la Russie (50 %). En conséquence, le secteur vinicole et la Moldavie sont fortement exposés aux risques politiques et de marché. L'opération proposée vise à accroître les recettes sans augmenter les volumes en produisant des vins de valeur plus élevée, en stabilisant le secteur actuel sur des bases financières plus viables et en diversifiant les marchés, afin de réduire ainsi le poids de ses principaux débouchés actuels.	
Descriptif des activités	Il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités du projet, en collaboration étroite avec le Bureau d'études chef de file et les experts moldaves et européens mobilisés : - Préparer tous les documents liés à la bonne conduite du marché. - Coordonner et organiser les activités du projet. - Fournir des conseils techniques adéquats pour la réalisation des objectifs. - Faciliter la coordination entre les ministères et les institutions impliquées. - Coordonner une équipe 3 experts clés pour la bonne organisation des missions d'expertise (3 experts-clés internationaux (expert « développement de la Viticulture », expert « Marketing international » et expert « accompagnement financier ») + 450 H/J court-terme.	
Champ relationnel du poste	Il sera amené à superviser la mise à jour du cadre législatif au regard de la réglementation européenne dans ce domaine et d'assister le Ministère de l'Agriculture en charge de ces sujets.	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	- Diplôme universitaire dans le domaine de l'agriculture et de la production viticole (si possible). - Excellente maitrise de l'anglais. - Connaissance du roumain et/ou du russe. - Forte aptitude à la communication et travail en équipe multidisciplinaire.	- 5 années d'expérience minimum dans le domaine des produits agricoles de qualité (AOP/IGP…), de la production viticole et des Organisations communes de marché (OCM). - Expérience à l'international souhaitée. - Expérience dans la gestion de projets, de préférence financés par l'UE ou de gestion de structure publique. - Coordination d'équipe.

MODALITES DE CANDIDATURE	Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV en, par voie électronique et sous couvert du chef de service. Elles sont à adresser au plus tard **le 5 avril 2014**, délai de rigueur, à Monique Tran, directrice du GIP ADECIA et Anne Gautier, chef du bureau des relations bilatérales à la Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires, Ministère en charge de l'agriculture (DGPAAT).
CONTACTS	Pierre Poussard, GIP ADECIA (pierre.poussard@agriculture.gouv.fr ; 01 49 55 81 79)
Pour en savoir plus	http://europa.eu/rapid/press-release_BEI-14-23_fr.htm

EXTRAITS des TERMES DE REFERENCE DU MARCHE

The proposed programme of Technical Assistance is to be carried out, with particular reference to the investment needs of the sector which might be satisfied through EIB financial support, with following specific objectives:

a) Under Component 1 "Support the upgrading of the country's Filière du vin"

i) the establishment and population of a national vineyard and winemaking register in collaboration with a body to be established: the National Office of Vine and Wine (NOVW), and the established Project Implementation Unit (PIU)

ii) to provide support to the PIU in its development work along the full "Filière-du-vin" i.e. from vineyard identification and redevelopment, through grape and wine production, to the international marketing of the country's wine, including the supply chain to the grape and wine producers, the educational and training frameworks and quality infrastructure;

b) Under Component 2 – "Support the implementation of Projects financed by the EIB"

Provide, via the same PIU

i) direct and indirect support to Micro, Small and Medium-sized Enterprises (MSMEs),

ii) support for the preparation of business plans and, where appropriate, the development of specially adapted financing products, e.g. equity and quasi-equity, leasing and guarantee type structures within existing and new Financial Intermediaries to finance enterprises/sub-projects forming part of the Filière-du-vin in a competitive manner, and

iii) propose a reporting system for monitoring of the projects financed by the EIB.

Agence des aires marines protégées

Emploi proposé

- **Directeur(trice)-délégué(e) du Parc naturel marin du golfe du Lion (H/F)**

- Grade : ouvert aux fonctionnaires de catégorie A+ ou A expérimentés ou à défaut aux non titulaires de niveau équivalent.

- Résidence administrative : Port-Vendres

- Position administrative : Position normale d'activité, détachement ou mise à disposition pour les fonctionnaires (selon leur statut) ; contrat à durée déterminée de trois ans renouvelable pour les agents non titulaires

Nature de l'activité

L'Agence des aires marines protégées, établissement public à caractère administratif, créé par la loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux, les parcs naturels marins et les parcs naturels régionaux, apporte un appui aux politiques publiques en matière de création et de gestion d'aires marines protégées et de façon plus générale de protection du milieu marin. Elle est une agence de moyens pour les parcs naturels marins et elle anime le réseau des gestionnaires d'aires marines protégées.

Le Parc naturel marin du golfe du Lion, créé par décret 2011-1269 du 11 octobre 2011, est un espace classé de plus de 4 000 km² d'espace marin au large des côtes des Pyrénées-Orientales et de l'Aude, d'Argelès-sur-Mer à Leucate.

Le(la) délégué(e) du directeur de l'Agence auprès du conseil de gestion du Parc (« directeur(trice)-délégué(e) ») est en charge de l'appui au conseil de gestion. Placé sous l'autorité du directeur de département « Parcs naturels marins » de l'Agence, il dirige l'équipe du Parc naturel marin du golfe du Lion, mise en place par l'Agence, aujourd'hui composée de 10 agents et à terme d'une trentaine d'agents. Il travaille en lien étroit avec le président du conseil de gestion notamment pour l'animation de ce conseil et de son bureau, la communication du Parc et plus généralement pour tout événement de la vie du Parc.

Il prépare les réunions du conseil de gestion et de son bureau dont il assure le secrétariat. Il est responsable de la mise en œuvre du plan de gestion du Parc. Annuellement, il prépare le programme d'action du Parc, en assure l'exécution et établit le rapport annuel d'activité.

Dans un premier temps, le(la) directeur(trice)-délégué(e) aura plus particulièrement à finaliser le plan de gestion du Parc, constituer l'équipe de terrain du Parc (recrutement des agents de terrain) et installer le Parc.

Il(elle) sera en charge d'organiser le travail des équipes du Parc, de proposer au conseil de gestion différents projets, de les mettre en œuvre, et d'organiser les missions de surveillance en relation avec les autres administrations. Il(elle) veillera à la cohérence de ses actions avec celles des autres parcs naturels marins et celles de l'Agence en général.

Qualités requises

- Connaissance approfondie et expérience d'au moins 5 ans dans le domaine maritime et/ou de l'environnement
- Capacité à travailler avec les élus, les services de l'État et les divers représentants des usagers professionnels et de loisir du milieu marin
- Grande capacité d'écoute et de négociation
- Expérience en management et en conduite de projets
- Organisation, rigueur et méthode
- Disponibilité

Candidatures

Date limite des candidatures : 20 avril 2014
Prise de poste : juin 2014

Les candidatures sont à adresser par courrier ou par courrier électronique à :
Monsieur le directeur de l'Agence des aires marines protégées

Par courrier électronique : recrutement@aires-marines.fr
Les mots « M189 » ainsi que le statut (fonctionnaire ou contractuel) doivent impérativement apparaitre dans l'objet du courriel.

Par courrier : Agence des aires marines protégées : 16 quai de la douane _ BP 42932 _ 29229 BREST cedex 2.

Elles devront consister en une lettre de motivation et un curriculum vitae.

Les personnes souhaitant des informations sur le poste peuvent contacter Pierre LECA, directeur du département « Parcs naturels marins » au 02 98 33 87 84.

Modalités de sélection

Une première sélection des candidats sera effectuée au vu de la lettre de motivation et du curriculum vitae.

Les candidats sélectionnés seront ensuite convoqués devant un jury.

Fiche de poste
pour un emploi de chargé(e) de mission ''structuration des filières''
au GIP Agence BIO

L'organisme

L'Agence BIO (Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique) est un groupement d'intérêt public (GIP) dont les membres sont :

- le ministère chargé de l'agriculture (MAAF),
- le ministère chargé de l'écologie (MEDDE),
- l'assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA),
- la fédération nationale des agriculteurs biologiques des régions de France (FNAB),
- le syndicat national des transformateurs et distributeurs de produits naturels et de culture biologique (SYNABIO)
- et COOP de France.

Elle est située à Montreuil (93), en région parisienne, près du métro ''Robespierre'' (ligne 9) et proche du métro '' Saint Mandé-Tourelles'' (ligne 1) ou du RER A station ''Vincennes''.

Créée en novembre 2001 et prorogée en novembre 2011 pour 5 ans renouvelables, l'Agence BIO est assimilée dans sa gestion à un établissement public industriel et commercial, et placée sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture (commissaire du gouvernement) et du ministère chargé du budget (contrôleur général).

L'Agence BIO a vocation à favoriser le développement de l'agriculture biologique française et à en assurer la promotion, notamment à travers un important travail de structuration des filières biologiques, grâce à un fort partenariat avec les pouvoirs publics et les acteurs professionnels.

Elle joue un rôle important non seulement en matière de coordination, mais aussi dans la gestion directe de certaines actions (études, information, promotion, organisation de manifestations, mise en place de banques de données, soutien de programmes d'actions etc.) tant sur le plan français qu'international.

Les travaux de l'Agence BIO sont organisés au sein de 4 commissions : communication et promotion, observatoire national de l'agriculture biologique, filières et marchés, environnement et territoire.

Depuis 2008, un Fonds de structuration des filières, dit « Avenir Bio », a été créé. Il est financé par le ministère chargé de l'agriculture qui a confié sa gestion à l'Agence Bio.
Avec le programme Ambition Bio 2017, la dotation du Fonds a été augmentée et portée à 4 millions d'euros par an.

L'objet de ce Fonds est de soutenir, sur une base contractuelle et dans une perspective pluriannuelle, des projets globaux et cohérents impliquant des acteurs des différents stades des filières. Il vise à développer l'offre de produits biologiques de manière cohérente pour satisfaire

les demandes des consommateurs, avec des engagements réciproques des opérateurs, pour sécuriser à la fois les débouchés pour les producteurs et les approvisionnements pour les transformateurs et les distributeurs.

Le Fonds est principalement géré dans le cadre d'une procédure d'appels à projets. Avec l'augmentation de l'enveloppe financière, une évolution de la procédure de gestion est en cours, avec la mise en place d'un dispositif d'accompagnement au montage de dossier, la constitution d'un « club des financeurs », et l'amplification du dispositif de communication.

Le 9ème appel à projets a été lancé à la mi-février. Le texte de cet appel à projets est consultable sur le lien suivant :
http://www.agencebio.org/avenir-bio

Nature de l'emploi proposé

L'emploi proposé de chargé(e) de mission concerne, à titre principal :

- **la mise en œuvre de la procédure globale de gestion du Fonds Avenir Bio, avec :**
  - ✓ **le lancement des appels à projets,**
  - ✓ **l'instruction des demandes et le suivi des projets soutenus,**
  - ✓ **l'élaboration des conventions de financement**
  - ✓ **l'évaluation et la présentation des résultats et des impacts généraux des programmes d'actions soutenus en termes de structuration de filière, et dans le cadre de bilans à des fins internes et externes ;**

- **l'expertise technico-économique des programmes d'actions présentés pour une demande de soutien et leur suivi régulier en lien avec les partenaires impliqués, ainsi qu'avec les éventuels cofinanceurs concernés (principalement les collectivités régionales) ;**

- **l'animation de réunions de synergie dans le cadre du Comité Avenir Bio ou de groupes projet.**

En cas de besoin, des actions ponctuelles pourront être demandées pour contribuer à la réalisation des autres missions confiées à l'Agence BIO.

Qualités requises

Le poste est de nature à convenir à un ingénieur agronome intéressé par l'économie agricole et agro-alimentaire et les actions de développement, plus particulièrement dans le secteur de l'agriculture biologique.

Le titulaire du poste doit faire preuve d'une forte aptitude au travail en équipe, de prise d'initiatives, d'organisation et de méthode, de flexibilité et du sens des contacts. Une certaine expérience dans le domaine de la gestion des projets paraît indispensable.

Des compétences pour l'analyse technico-économique des dossiers d'entreprises ainsi que des questions relatives aux marchés agricoles sont indispensables.

Une compétence et/ou une expérience en informatique, plus particulièrement en gestion base de données, serait hautement appréciée.

Quelques années d'expérience professionnelle comme cadre A de la fonction publique ou assimilée, ou dans un organisme de développement économique ou bancaire seront également appréciées.

Une bonne connaissance de l'organisation de l'agriculture française et des filières, des questions environnementales, de l'agriculture biologique et de sa réglementation, ainsi que des dispositifs d'aide publique, constituent un atout.

L'emploi est à pourvoir rapidement.

Personnes à contacter

Elisabeth MERCIER, directrice : ☎ 01 48 70 48 33 courriel : elisabeth.mercier@agencebio.org
Michel LORENZO, chargé des affaires administratives et financières,
☎ 01 48 70 48 36 courriel : michel.lorenzo@agencebio.org

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)

12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX (métro St Mandé l1, l9 station Robespierre, RER ligne A station Vincennes)

Chef(fe) du service « Contrôles »

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste :
Catégorie : A ou A+</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel
postes catégorie A</td><td>Cotation part fonction PFR :
Attaché d'administration : 4</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer,
Il assure des fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et communautaires destinées à l'agriculture d'outre-mer.
Les services de l'Office comprennent 39 personnes installées à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer de l'INAO et du SSP du MAAF.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Chef du service « Contrôles »</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>Organisation et animation du service (4 contrôleurs) :
- Organisation interne du service.
- Suivi individuel des agents (entretien d'évaluation, formation).
- Supervision des agents dans la réalisation de leurs missions.
Contrôles réalisés au titre de l'organisme payeur
- Elaboration et suivi du programme annuel de contrôles.
- Suivi de la convention de délégation avec l'ASP et le MAAF.
- Elaboration et suivi des procédures de contrôles.
- Validation de 1er niveau des rapports de contrôles et suivi des procédures contradictoires.
- Elaboration et tenue des tableaux de bords.
- Notification à l'OLAF des irrégularités > 10.000 €.
- Gestion des pré-débiteurs.
- Suivi des contentieux (en lien avec le cabinet d'avocats, les services, la Direction et l'Agence comptable).
- Contribution à l'élaboration des circulaires d'application.
- Réponses aux sollicitations du service d'audit interne/contrôles.
Suivi des suites des contrôles a posteriori (CICC) :
- Interlocuteur privilégié pour la préparation des missions de contrôles et transmission des documents.
- Préparation de la participation de l'ODEADOM aux travaux de la CICC. - Suivi des conclusions de la CICC : transmission des conclusions aux services concernés pour action, gestion des pré-débiteurs, suivi des contentieux, tenue à jour des tableaux des suivis.
Contribution à la préparation des audits (FEAGA, Cours des Comptes, CCCOP, …) sur la fonction d'organisme payeur
- Préparation des documents préalables aux missions.
- Organisation de la mission en lien avec les services (DAAF ou services ODEADOM).
- Centralisation des contributions des services et contribution à l'élaboration de la réponse de l'Office aux remarques/rapports.</td></tr>
</table>

	- Participation aux réunions de préparation et de suivi. **Autres :** **-** Elaboration de la DAS (déclaration d'assurance de la Direction).	
Champ relationnel du poste	- Ministères chargés de l'Agriculture, des Outre-mer, des finances (DGPAAT, ML-COM, DGDDI, …). - Les services des DAAF (Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt des départements d'outre-mer). - CICC, COSA, C3OP. - DG Agri.	
Compétences liées au poste	**Savoir :** - Connaissance de la réglementation communautaire. - Capacités managériales. - Maîtrise des outils bureautiques de base.	**Savoir-faire :** - Organisation et planification des tâches. - Bilans, comptes rendus. - Animation d'équipe, travail en réseau. - Supervision. - Déplacements en Outre-mer.
Personnes à contacter	Isabelle CHMITELIN, Directrice - Tél. : 01.41.63.19.63 Anne-Marie SERIZIER, Directrice-adjointe - Tél. : 01.41.63.19.41	

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

AVIS DE VACANCE DE POSTE

À pourvoir par un fonctionnaire exclusivement
(en position normale d'activité ou par la voie du détachement sur contrat)

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Géomaticien (H/F)**
Affectation :	Délégation Interrégionale Nord-Est
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de l'Unité Connaissance
Résidence administrative :	Marly (57155)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif (+ de 900 agents, 200 M€ de budget), sous la tutelle du ministère chargé de l'Ecologie est organisé selon trois niveaux géographiques, direction générale, délégations interrégionales et services départementaux. Il conduit des missions d'intérêt général telles que :
• la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui à la conception, à la négociation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau ;
• la contribution à la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi qu'au contrôle de leurs usages, et participation à la prévention de leur dégradation, à leur restauration et à la préservation de la biodiversité ;
• la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau et la participation à l'acquisition de données, ainsi qu'à la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités tant européennes que nationales et locales ;
• la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins.

Missions :
Traiter et administrer les données géographiques de la Délégation interrégionale et des services départementaux.
Réaliser les produits cartographiques.

Activités principales :
- Collecter, traiter, valider et assurer la cohérence des données géographiques de l'établissement et des partenaires locaux au sein de la Délégation ;
- Réaliser des produits cartographiques et apporter un appui technique sur l'administration des données géographiques au sein des services territoriaux de l'Onema et en assurer leur valorisation ;
- Assurer la diffusion des données sur la plate-forme CARMEN ainsi que la mise à disposition des données ;
- Appliquer les obligations juridiques relatives aux directives européennes (INSPIRE) et veiller à la propriété intellectuelle dans le domaine de la diffusion des données ;
- Animer et mettre à jour le catalogue du site Intranet dédié à l'information géographique en collaboration avec l'équipe information géographique (IG) de la Direction Générale et développer un réseau partenarial dans le cadre des projets conduits (DREAL, agences de l'eau, DDT) ;
- Assurer la mission de correspondant information géographique (liaison entre les référents IG de la DF, les agents de la DIR et les agents des services départementaux, animation du réseau des interlocuteurs en services départementaux, organisation de formations locales, participation aux réunions techniques organisées par la DG).

Relations liées au poste

Relations internes :
Direction générale
Directions métiers
Secrétariat général
Ingénieurs et techniciens en DIR, agents des services départementaux

Relations externes :
Ministère chargé de l'environnement
Partenaires institutionnels, DREAL, DDT, Agences de l'eau
Autres partenaires locaux

Profil recherché

Profil Bac+5
Connaissances en biologie et écologie
Connaissances de l'information géographique et de la manipulation des systèmes d'information géographique
Connaissance de la politique de l'eau, des acteurs et du système d'information sur l'eau
Maîtrise d'un des SIG commerciaux ou open source du marché et des notions de traitement et de valorisation SIG

Déplacements à prévoir sur tout le territoire de la DIR

Compétences et qualités requises

Connaissances
1. Connaissance de l'information géographique et de la manipulation des systèmes d'information géographique
2. Connaissance de la politique de l'eau, des acteurs et du système d'information sur l'eau
3. Connaissances en biologie et en écologie
4. Connaissance de la réglementation

Savoir-faire opérationnel
1. Très bonne maitrise d'un des SIG commerciaux **et** en open source (QGIS)
2. Administration de bases de données géographiques, catalogage des métadonnées (ISO19115), veille juridique et suivi de la règlementation (INSPIRE)
3. Traitement de données : production de données élaborées (croisement de couches, …), analyse spatiale, sémiologie graphique, formats d'échange, langage SQL
4. Maitrise de l'outil informatique (connaissance du matériel, des réseaux/serveurs, …) et logiciels bureautiques (dont pratique d'outils de dessin et/ou de traitement graphique)
5. Capacités d'expression orale, d'analyse et de synthèse rédactionnelles

6. Maîtrise des bases de données notamment ACCESS serait un plus,
7. Connaissance du domaine de l'eau

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DIR3/GEO/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 30 avril 2014

Chargé(e) de mission Patrimoine culturel

Poste à temps plein de catégorie A, ouvert aux fonctionnaires des différentes fonctions publiques, et par mesure dérogatoire, aux contractuels.

Il est basé à Nice, au siège du Parc national.

Il est à pourvoir à compter du 15 juin 2014.

La date de clôture des candidatures est fixée au 3 mai 2014.

1. CADRE GÉNÉRAL DU POSTE

La Loi n°2006-436 du 14 avril 2006 a confié aux Parcs nationaux la mission de contribuer à la politique de protection du patrimoine naturel, culturel et paysager et de soutenir et développer toutes les initiatives ayant pour objet leur connaissance et leur suivi.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Charte et de la Stratégie Scientifique du Parc national du Mercantour, le(la) chargé(e) de mission « Patrimoine culturel » favorise par ses missions la connaissance, la protection et la gestion des patrimoines, tout en contribuant à leur valorisation en les faisant connaître par des actions d'accueil des publics, de diffusion, d'animation et de médiation culturelle.

Sa mission principale consiste à assurer un rôle de coordination des travaux et projets ainsi que de l'ensemble des interlocuteurs et des partenaires compétents sur ces thématiques. Il veillera notamment à la qualité scientifique de l'action culturelle portée par l'établissement et en assurera le bon déroulement. Il s'attachera aussi à faire de l'action sur le patrimoine culturel un vecteur de lien entre l'établissement et les acteurs du territoire.

Rattachement : Dans un premier temps le/la chargé(e) de mission sera rattachée au service Connaissance et gestion des patrimoines. Une évolution du rattachement vers le service sensibilisation et valorisation du territoire est envisagée à moyen terme.

Encadrement : Chef de service.

Appui : Assistante du service.

Principaux interlocuteurs internes : équipes des services Connaissance et Gestion des Patrimoines (CGP) et Sensibilisation et valorisation du territoire (SVT), cellule Système d'Information, chefs de services territoriaux/secteurs et agents référents, chargé(e) de mission ingénierie financière, chargé(e) de mission charte.

Principaux interlocuteurs externes : services de l'État en charge de la thématique (DRAC PACA), collectivités territoriales (Conseil Général Alpes-Maritimes et Alpes-de-Haute-Provence, Région PACA), intercommunalités en charge de la thématique (Communautés des communes, Syndicat Mixte, Pays, Pays d'Art et d'Histoire), associations et Musées, homologues des autres espaces protégés français et internationaux, communes du territoire du Parc national.

2. MISSIONS

Le(a) chargé(e) de mission assure une mission de **conception et de coordination de l'action culturelle de l'établissement,** participe aux **actions de valorisation** et ponctuellement **à des actions de recherches et études** menées dans une perspective d'acquisition de connaissances, de protection et de diffusion des patrimoines :

- **Il(elle) conçoit et définit une stratégie d'action** à court, moyen et long terme, en étroite relation avec les missions menées par les autres services de l'établissement (le service Connaissance et Gestion des Patrimoines et le service Sensibilisation et Valorisation du Territoire) et en s'appuyant sur les instances consultatives du Parc (Conseil scientifique, Conseil économique, social et culturel).

- **Il(elle) coordonne ces actions avec les partenaires institutionnels, associatifs et scientifiques** concernés par les thématiques, par l'animation **d'un réseau « de partenaires et d'acteurs »** (comité de pilotage, groupe de travail etc). Plus largement, il propose des thèmes de réflexion et participe aux travaux du Conseil Scientifique du Parc national ainsi qu'à ceux du Conseil Économique, Social et Culturel. Il(elle) co-anime la commission « tourisme, culture » de ce dernier, et peut également être sollicité(e) dans le cadre des autres commissions.

- **Il(elle) assure une veille scientifique, administrative et réglementaire** (Codes du Patrimoine et de l'Environnement) autour de ces actions et ce tout au long des processus de réalisation. Il(elle) contribue à l'élaboration des avis et autorisations du Parc concernant le patrimoine culturel.

- **Il(elle) mène une mission d'ingénierie technique et financière** (projets de coopération et de partenariats, conventionnement, recherche de financements, suivi des demandes de subventions etc), pour le montage, la conduite et l'évaluation de projets en lien avec le patrimoine culturel et sa valorisation, notamment pour l'animation des territoires. Il travaille pour cela en lien avec les chargés de mission Ingénierie Financière et Charte de l'établissement, ainsi qu'avec les chefs de services territoriaux. Les actions développées s'inscrivent autant que possible dans le cadre de mise en œuvre de la charte (conventions d'application et contrats de partenariats).
- Il(elle) s'assure de la valorisation des actions conduites, tant à destination du territoire que vers les autres champs d'action du Parc (connaissance, sensibilisation...).

- **Il(elle) porte en interne à l'établissement une démarche de sensibilisation des personnels** au patrimoine culturel, notamment par l'animation d'un groupe thématique culture et en accompagnant la formation des agents de terrain.
  De la même manière, il(elle) entretient un lien privilégié avec les autres chargés de mission et techniciens impliqués dans l'acquisition de connaissances naturalistes notamment pour appréhender les relations entre milieux naturels, espèces et usages historiques ou actuels.

- De manière spécifique sur le site de la Vallée des Merveilles, **il(elle) coordonnera le système d'agrément des accompagnateurs** (notamment la mobilisation des formateurs), dont l'organisation matérielle est assurée par le ST Roya-Bévéra, définira la posture du Parc et pourra être amené(e) à s'impliquer sur des actions favorisant la connaissance, la gestion, la protection et la valorisation du site.

3. COMPETENCES REQUISES

3.1 Savoirs et connaissances techniques :

- Formation et/ou expérience dans le domaine du patrimoine culturel (protection, gestion, médiation, animation, valorisation) et dans le développement local (coordination et

animation de réseau, ingénierie et conduite de projets). Son expérience alliée à une bonne connaissance des enjeux et problématiques relatifs au patrimoine naturel et à l'environnement sera particulièrement prise en compte.

- Fonctionnement des établissements publics, des services de l'État et des collectivités et plus particulièrement des champs d'intervention portés par ces partenaires.

- Connaissance des lois et règlements dans les champs du patrimoine culturel (Code du Patrimoine) et plus largement à celui du patrimoine naturel propre aux espaces naturels protégés (Code de l'Environnement).

- Connaissance techniques spécifiques appréciées : technique de travaux et interventions patrimoniales notamment en milieu naturel, techniques de communication, d'enquêtes ou de documentation -photos, film, enregistrement.

3.2 Savoir-faire :

- Capacités à élaborer des propositions en matière de stratégie culturelle
- Montage et conduite de projet et maîtrise des procédures techniques, financières et administratives
- Aptitude à rendre compte et à identifier les besoins d'arbitrage stratégique par la rédaction de notes de synthèse
- Aptitude à respecter les délais impartis
- Capacité à travailler en équipe
- Italien parlé et lu, maîtrise de l'anglais appréciée
- Maîtriser les logiciels bureautiques classiques (open office)
- Être titulaire du permis de conduire B.

4. MODALITÉS DE RECRUTEMENT

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés, sa date de disponibilité ainsi que son statut et sa rémunération actuelle (indice).

Les dossiers de candidature seront adressés par voie postale avant le 3 mai 2014.

Les candidats présélectionnés sur dossiers seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement au siège du Parc du Mercantour durant le mois de mai 2014.

Les candidatures sont à adresser à :

Monsieur Alain BRANDEIS
Directeur du Parc national du Mercantour
23 rue d'Italie
CS 51 316
06006 Nice Cedex 1

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez contacter :

Direction du Parc national : M. Brandeis ou Mme Merle
04 93 16 78 69 / 81

mars 2014

INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE

Chef du service du personnel (Direction des ressources humaines)

LE CONTEXTE :

Placé sous la tutelle du ministre chargé du développement durable et du ministre chargé des forêts, l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public de l'Etat à caractère administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, issu de l'intégration au premier janvier 2012 de l'Inventaire forestier national (IFN) à l'Institut géographique national (IGN). Son statut et ses missions sont définis par le décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011.

La production des bases de données géographiques et forestières nationales de référence constitue la mission principale de l'IGN.

L'IGN, face aux enjeux liés à l'évolution de son environnement et à la nécessaire adaptation de ses activés, souhaite faire de la fonction ressources humaines un levier essentiel de sa stratégie. Dans ce contexte, la direction des ressources humaines assiste la direction de l'établissement dans la mise en œuvre de la politique des ressources humaines issue du contrat d'objectifs et de performance 2013-2016.

A ce titre, la DRH :

- planifie les emplois, les effectifs et les compétences,
- joue un rôle de conseil et d'aide à la décision auprès des managers,
- effectue ses missions de gestion et d'accompagnement en direction des personnels,
- veille aux conditions de travail grâce à ses actions de prévention,
- veille à l'amélioration des conditions de vie des personnels grâce à ses actions de prestations sociales

Ses missions s'inscrivent dans le cadre :

- d'un dialogue de gestion permanent avec les services des ministères de tutelles, le contrôle budgétaire, l'agence comptable ainsi que les directions et services supports de l'IGN,
- d'un dialogue social par lequel la DRH est garante de la continuité et de la qualité des relations avec les partenaires sociaux,
- d'un partage de la fonction RH avec les encadrants,
- d'une démarche qualité s'intégrant dans un processus d'amélioration continue et socialement responsable.

LE POSTE :

Le service du personnel est chargé de la gestion administrative des personnels de l'IGN depuis le recrutement jusqu'à la cessation de fonction, de la programmation et du suivi du plafond d'emploi et de la masse salariale en liaison avec le secrétariat général, de la responsabilité fonctionnelle du système d'information des ressources humaines.

Le chef du service du personnel est responsable :

- de la qualité d'accueil du service,
- du pilotage du processus de gestion des carrières des agents,
- du pilotage du processus de paie et de rémunération des agents,
- de la programmation de la maitrise de la masse salariale, du plafond d'emploi et du budget de fonctionnement de la DRH.

Il est également responsable fonctionnel du système d'information des ressources humaines (SIRH).

Il est ordonnateur délégué pour ce qui concerne les dépenses de personnel.

Il assure un rôle de diffusion d'informations et de conseil en matière de gestion de personnel vis-à-vis des services et des agents.

Il est garant des réponses aux demandes, notamment celles des agents, dans les meilleurs délais.

Il contribue aux activités de la DRH, coordonne les activités au sein du service et avec les autres services de la DRH et assure les relations avec les services de l'IGN et les interlocuteurs externes (tutelles, contrôle financier).

LE CANDIDAT :

Expérience professionnelle et compétences recherchées :

- disposer d'une bonne expérience d'encadrement et d'animation d'une équipe ;
- disposer d'une bonne expérience en matière de gestion administrative, statutaire et de rémunérations ;
- disposer de compétences en matière budgétaire et en pilotage de plafond d'emploi et de masse salariale ;
- savoir évaluer les risques en tant qu'employeur ;
- savoir lire et appliquer des textes réglementaires ;
- maitriser la communication écrite et orale ;
- maitriser l'environnement bureautique et des logiciels spécialisés (paie, Business Objects) ;
- avoir une connaissance de l'IGN, de ses métiers et des statuts de ses personnels serait apprécié.

Aptitudes requises :

- sens de la communication ;
- esprit de synthèse ;
- capacité d'analyse et d'organisation ;
- sens du travail en équipe ; aptitude au management ;
- sens de la discrétion et de la confidentialité ;
- autonomie ; force de proposition ;
- qualités relationnelles et rédactionnelles.

Niveau / Catégorie :

- Fonctionnaire de catégorie A dans un corps d'indice terminal brut au moins égal à 966
- Contractuel de catégorie A

INFORMATIONS PRATIQUES :

Lieu de travail :

Saint-Mandé (Val-de-Marne)

Renseignements :

Charles WAGNER	Chargé de mission pour l'encadrement supérieur	01 43 98 85 83

recrutement-mobilite@ign.fr

Documents à transmettre :

- lettre de motivation,
- curriculum vitae.

Ecrire à :

IGN / DRH

A l'attention de Charles Wagner

73, avenue de Paris

94165 Saint-Mandé Cedex

ou à

recrutement-mobilite@ign.fr

Représentation Permanente de la France auprès de l'Union Européenne
Service Agricole

Délégué(e) adjoint(e) pour les affaires agricoles,
chargé des questions vétérinaires, phytosanitaires et alimentaires.

<table>
<tr><td colspan="3">Catégorie A+ ou A
Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">La Représentation Permanente de la France auprès de l'Union européenne est une mission diplomatique chargée de faire valoir les positions françaises auprès des instances de l'UE. Le service agricole participe à la préparation des réunions du Conseil des ministres de l'agriculture de l'UE et assure le suivi des négociations dans les enceintes préparatoires en étroite collaboration avec les administrations centrales à Paris.</td></tr>
<tr><td>Objectif du poste</td><td colspan="2">Sous l'autorité du délégué adjoint chargé des questions vétérinaires, phytosanitaires et alimentaires, le titulaire du poste contribue au traitement des dossiers législatifs et réglementaires relevant de ces domaines.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">Promouvoir et défendre les positions françaises sur la base des instructions interministérielles élaborées par le SGAE et en liaison étroite avec les administrations parisiennes.
A ce titre, prendre part en tant que de besoin aux réunions suivantes :
- Experts du Conseil ou de la Commission.
- Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale.
- Attachés sectoriels des représentations permanentes.
- Chefs des services vétérinaires et chefs de services phytosanitaires de l'UE.
- Comité des Représentants permanents.
- Conseil des ministres.
Rechercher auprès de la Commission, du Secrétariat général du Conseil et des autres Représentations permanentes toutes informations utiles pour préparer le plus en amont possible les négociations.
Assurer un suivi des travaux du Parlement européen, en particulier de la Commission environnement, santé publique et sécurité alimentaire.
Suivre les questions forestières et ayant trait à la FAO.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Le SGAE et les services d'administration centrale (DGAL, DGPAAT, DGCCRF).
- La Représentation permanente : Service agricole, Représentant permanent adjoint, autres conseillers sectoriels.
- Les homologues des représentations permanentes des Etats membres et le Secrétariat général du Conseil.
- Les institutions de l'Union européenne, notamment la Commission et le Parlement.
- Les parties prenantes telles que les organisations professionnelles.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :
- Environnement législatif et réglementaire des questions vétérinaires, phytosanitaires et alimentaires.
- Culture juridique et bases du droit et du fonctionnement institutionnel de l'UE
- Maîtrise indispensable de l'anglais.</td><td>Savoir-faire :
- Capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction.
- Aptitude à la négociation.
- Relations humaines.
- Travail en équipe.
- Capacité à gérer dans l'urgence.
- Disponibilité.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Philippe DUCLAUD, délégué pour les affaires agricoles européennes - Tél. : +322.229.83.73
M. Fabien SCHNEEGANS, délégué adjoint - Tél. : +322.229.83.77
M. Loïc EVAIN, sous-directeur des affaires sanitaires européennes et internationales (MAAF, DGAL) - Tél. : 01.49.55.81.20
M. Guilhem BRUN, sous-directeur des affaires européennes (MAAF, DGPAAT) Tél : 01.49.55. 45.57
Une copie du dossier de candidature est à adresser à la DGPAAT, bureau échanges et promotion, à Colette BOURJOUX, mail : colette.bourjoux@agriculture.gouv.fr.</td></tr>
</table>